ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, le 11 août 1986, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux redevances radio et télévision", a donné le 2 septembre 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 11 augustus 1986 door de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het kijk- en luistergeld", heeft op 2 september 1986 het volgend advies gegeven :

ARRETE DE PRESENTATION.

Conformément à l'usage, l'arrêté de présentation du projet de loi doit, dans le texte français, se terminer par les mots : "dont la teneur suit :".

DISPOSITIF.

Article ler.

Le 4° définit le détenteur comme suit :

"4° Détenteur : la personne physique ou morale qui dispose effectivement d'un ou de plusieurs appareils, ou qui est responsable pour un ou plusieurs appareils sur base soit de la législation ou de la réglementation en vigueur, soit de statuts quelconques, soit d'une convention écrite, soit de fait".

Il paraît suffire d'énoncer l'élément de la détention, élément auquel le projet entend donner un sens large, puisqu'il vise une détention aussi bien par une personne morale que par une personne physique. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité qu'il y aurait à recourir au surplus à la notion de responsabilité,et ce d'autant plus que le projet énumère, sans les distinguer rationnellement, divers cas de "responsabilité". La loi pourra, dans la suite du projet, déterminer

.../...

de manière directe les diverses obligations du détenteur considéré comme tel.

+

Au 6°, par souci de parallélisme de la présentation de l'ensemble du texte de l'article, il y a lieu d'écrire : "6°. Résidence secondaire".

+

Ainsi qu'il résulte de la fin du 7°, il y a lieu de compléter le 8° par les mots : "ou donnés".

Article 3.

A la fin de l'alinéa ler, il y a lieu d'écrire dans le texte français : " ... une redevance annuelle qui s'élève respectivement à 4.104 francs ou à 5.916 francs".

L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Quiconque détient simultanément des appareils de télévision dans des résidences différentes ou à bord de véhicules automobiles différents, doit acquitter une redevance télévision distincte, selon la nature de l'appareil, par résidence ou par véhicule automobile".

.../...

Article 5.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "drie maanden" au lieu de "drie maand".

Article 6.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa ler, il y a lieu de remplacer les mots "in functie van" par le mot "volgens".

Selon les explications fournies par le délégué du Ministre, à la fin de la dernière phrase de l'article 6, les mots "afin d'obtenir un multiple adéquat" devraient être remplacés par les mots "afin d'obtenir, selon le cas, un multiple de 12 ou de 24".

Article 8.

L'alinéa 2 serait rédigé de manière plus exacte comme suit :

"Le détenteur d'un appareil de télévision en noir et blanc qui, au cours de la période visée à l'article 7, devient détenteur d'un appareil de télévision en couleurs, doit payer en supplément la différence entre la redevance télévision due pour un appareil de télévision en couleurs et celle qui est due pour un appareil de télévision en noir et blanc au prorata du nombre de mois restant à courir. Tout mois entamé est compté pour un mois entier".

Article 9.

A la fin de l'article, il serait plus clair d'écrire "au service indiqué" plutôt qu' "à ce service" dans le texte français.

Article 10.

Paragraphe 1er.

A l'instar de plusieurs dispositions d'autres lois, le paragraphe 1er impose que les redevances soient acquittées au moyen de formules de paiement déterminées, établies dans la présente matière par le Service radio-télévision. Cette règle peut se justifier par des raisons d'ordre pratique, mais il va de soi que, selon les principes de notre droit, la règle portée par l'article 10, § 1er, n'empêcherait pas un autre mode de paiement d'avoir un effet libératoire.

Paragraphe 2.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "alsook" au lieu de "evenals".

La même observation vaut pour l'article 12, alinéa 1er.

Paragraphes 3 à 5.

Il ressort de l'économie des dispositions que les paragraphes 3 à 5 exprimeraient plus exactement la volonté des auteurs du projet, s'ils étaient rédigés conformément au texte ci-après, au sujet duquel le délégué du Ministre a exprimé son accord :

"§ 3. Si la formule de paiement réclamée en application du paragraphe 2 n'est pas parvenue pour la date extrême du paiement, le redevable doit spontanément acquitter les

redevances radio et télévision au plus tard à cette date, en indiquant les renseignements mentionnés au paragraphe 2.

§ 4. Le nouveau détenteur d'un appareil de télévision, qui s'abonne à un réseau de télédistribution et qui, dans les trois mois de la date du raccordement, n'a pas reçu d'invitation à payer, doit le signaler, par écrit, dans les quinze jours, au Service radio-télévision redevances et réclamer une formule de paiement, en fournissant les renseignements mentionnés au paragraphe 2.

§ 5. Si la formule de paiement réclamée en application du paragraphe 4 n'est pas parvenue dans les deux mois de la réclamation, le redevable doit spontanément acquitter les redevances radio et télévision, en indiquant les renseignements mentionnés au paragraphe 2".

Article 12.

A l'alinéa 2, il convient de remplacer, dans le texte néerlandais, les mots "ten laatste" par le mot "uiterlijk".

A l'alinéa 3, il y aurait lieu de préciser la portée de l'obligation imposée en écrivant "doit être introduite dans le mois qui suit".

Article 13.

Le texte néerlandais devrait être adapté ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14.

A l'alinéa 3, il serait préférable d'écrire, conformément à l'usage : "Le Ministre ou le fonctionnaire de la Régie des télégraphes et des téléphones à qui il a délégué cette compétence, peut autoriser à payer ...".

Article 16.

Les mots "en spécifiant" devraient être remplacés par les mots "en indiquant" dans le texte français.

.../...

Il serait préférable d'écrire "auprès du service indiqué" au lieu de "auprès de ce service" dans le même texte.

Article 20.

Le 1° dispose comme suit :

"Est présumé jusqu'à preuve du contraire être en règle avec les dispositions de la présente loi, le détenteur d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision qui présente, à la demande d'une des personnes visées à l'article 21, un des documents suivants :

1° la partie B de l'invitation à payer les redevances radio ou télévision dues pour la période en cours:".

Une analyse attentive de cette disposition permet de discerner que la production de la partie B de l'invitation à payer ne prouve pas le fait du paiement de la redevance mais exclusivement celui d'avoir satisfait aux autres obligations prescrites par la loi.

Le commentaire de cette disposition fait dans l'exposé des motifs est toutefois de nature à créer une confusion. En effet, il y est déclaré :

"Du fait que les organismes financiers ne timbrent plus le volet B des formules de virement, ces documents ne constituent plus une preuve de paiement comme stipulé à l'article 14 de la loi du 26 janvier 1960. Déjà en 1977 et en 1978, des projets de loi ont été introduits en vue de régulariser cette situation. Pour cette raison l'article 20 du projet prévoit qu'outre ce volet B, également l'extrait de compte, un titre de location, ainsi que bien sûr un titre d'exonération font désormais foi du respect des prescriptions légales".

Pour prévenir le risque d'erreurs, l'exposé des motifs devrait être amendé pour faire apparaître la véritable portée de l'article 20, 1°, du projet.

+

L'article omet de viser le cas prévu par l'article 5, à savoir celui des personnes domiciliées à l'étranger. Il y a lieu de compléter l'article 20 à cet effet.

Le texte néerlandais du 3° et du 4° devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 22.

L'alinéa 3 dispose comme suit :

"Sur simple demande des agents susvisés, les commerçants doivent leur présenter tous les documents comptables utiles pour la fixation des redevances radio et télévision dues".

Selon les explications fournies par le délégué du Ministre, la disposition a un objet fort large. Elle tend à permettre l'identification des personnes qui sont tenues au paiement des redevances, la détermination de la date à partir de laquelle elles y sont tenues et le calcul des redevances.

Le texte est incomplet. Il y aurait lieu d'écrire : "tous les documents comptables utiles à la recherche des personnes qui sont tenues au paiement des redevances radio et télévision et au calcul de celles-ci".

Article 24.

A l'alinéa 3, par inadvertance, le texte français porte "... connaissent les infractions ...". Il y a évidemment lieu d'écrire : "... connaissent des infractions ...".

Article 26.

Bien que l'article reproduise en substance l'article 17 de la loi du 26 janvier 1960 et prévoie à nouveau la faculté de récupérer, par voie de contrainte, les sommes dues, il convient d'observer que ni le texte, ni l'exposé des motifs n'indiquent si le Ministre envisage de confier, comme c'est fréquemment le

cas, le recouvrement des sommes dues, à l'Administration des domaines, ou s'il entend désigner des fonctionnaires d'une autre administration. En ce qui concerne les sommes dues à l'Etat ou à des organismes de l'Etat dont le recouvrement est poursuivi par l'Administration des domaines, il convient de rappeler que la loi domaniale du 22 décembre 1949 est comprise comme organisant en la matière un système complet, impliquant la faculté de faire opposition à la contrainte, devant le tribunal (1).

A l'alinéa 1er du texte néerlandais, il convient d'écrire "bij dwangbevel" au lieu de "per dwangbevel".

Article 27.

Conformément à l'usage, il y a lieu d'écrire dans le texte français, au début de l'article : "§ 1er", et, à la fin du paragraphe 3 : "aux paragraphes 1er et 2".

Au paragraphe 3, il y a lieu de tenir compte de ce que l'arrêté royal du 17 décembre 1984, publié au Moniteur belge du 26 janvier 1985, autorise l'accès du directeur du Service radio-télévision redevances au registre national des personnes physiques.

Le paragraphe 3 doit, dès lors, être amendé comme suit :

.../...

---

(1) Voir, par exemple, Conseil d'Etat, section d'administration, 4 novembre 1959, De Brouwere, n° 7379, et 25 novembre 1959, Vervloet, n° 7432, Recueil des arrêts et avis du Conseil d'Etat, 1959, pages 603 et 749.

"Si le Service radio-télévision redevances dispose des informations contenues dans le registre national des personnes physiques qui lui sont nécessaires pour l'identification des détenteurs habitant une commune déterminée, l'administration communale est dispensée des obligations déterminées aux paragraphes 1er et 2".

Le paragraphe 5 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 5. Les envois du Service radio-télévision redevances que la Régie des postes n'a pu délivrer aux destinataires doivent être renvoyées par elle, avec l'indication de la nouvelle adresse des destinataires lorsque celle-ci est connue".

La fin du paragraphe 6 devrait être précisée comme suit : "... du procureur général près la cour d'appel ou de l'auditeur général près la cour militaire".

Article 30.

En son 1°, l'article tend à établir une date particulière pour l'abrogation de l'article 9 de la loi du 26 janvier 1960. Ce dernier article est celui qui actuellement impose diverses obligations aux commerçants.

Selon l'exposé des motifs et selon les explications fournies par le délégué du Ministre, la disposition a pour but d'habiliter le Roi à abroger le dit article 9 non après que l'ensemble des dispositions de la loi du 26 janvier 1960 aura été abrogé mais, au contraire, avant que ces dispositions ne l'aient été.

.../...

Il est évidemment juridiquement impossible que le Roi soit habilité à abroger une disposition déterminée avant l'entrée en vigueur de la loi qui lui donne l'habilitation.

Pour que l'objectif poursuivi par le Gouvernement puisse être atteint, il est nécessaire de compléter l'article 31 du projet par la mention de l'article 30, 1°. Ainsi complété, l'article 31 du projet aura pour effet de mettre également en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la loi aura été publiée au Moniteur belge, la disposition abrogeant l'article 9 de la loi du 26 janvier 1960.

INDIENINGSBESLUIT.

Zoals gebruikelijk is, zou het besluit tot indiening van het wetsontwerp in de Franse tekst moeten eindigen met de woorden : "dont la teneur suit :".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In 4° wordt de houder als volgt gedefinieerd :

"4° Houder : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die effectief over een of meer toestellen beschikt of die op grond van de vigerende wetgeving of reglementering, ofwel van welkdanige statuten, ofwel van een geschreven overeenkomst, ofwel feitelijk verantwoordelijk is voor een of meer toestellen".

Het lijkt voldoende te werken met het begrip "houden", waaraan het ontwerp een ruime betekenis wil hechten aangezien het doelt op het houden van een of meer toestellen zowel door een rechtspersoon als door een natuurlijke persoon. De Raad van State ziet niet in welk nut het zou kunnen hebben ook nog een beroep te doen op het begrip verantwoordelijkheid, te meer omdat het ontwerp verscheidene gevallen van "verantwoordelijkheid" opnoemt zonder ze rationeel uit elkaar te houden. De wet zal ten vervolge op het ontwerp de verschillende verplichtingen van de als zodanig beschouwde houder rechtstreeks kunnen bepalen.

+

.../...

Met het oog op een gelijklopende vormgeving van de gehele tekst van het artikel, behoort men in 6° te schrijven : "6°. Tweede verblijf".

+

Zoals uit het slot van 7° blijkt, behoort het slot van 8° als volgt te worden geredigeerd : "... vervaardigd, verkocht, verhuurd, hersteld of weggeschonken".

Artikel 3.

Aan het einde van het eerste lid moet men in de Franse tekst schrijven : "... une redevance annuelle qui s'élève respectivement à 4.104 francs ou à 5.916 francs".

Het zou beter zijn het vierde lid als volgt te redigeren :

"Al wie gelijktijdig in verscheidene verblijven of in verscheidene autovoertuigen televisietoestellen houdt, moet per verblijf of per autovoertuig een afzonderlijk kijkgeld betalen in overeenstemming met de aard van het toestel".

Artikel 5.

In de Nederlandse tekst schrijve men : "drie maanden" in plaats van "drie maand".

.../...

Artikel 6.

In het eerste lid van de Nederlandse tekst zouden de woorden "in functie van" vervangen moeten worden door het woord "volgens".

Volgens de door de gemachtigde van de Minister verschafte uitleg zouden aan het einde van de laatste volzin van artikel 6 de woorden "om een passend veelvoud te bekomen" moeten worden vervangen door de woorden "om, naargelang van het geval, een veelvoud van 12 of 24 te bereiken".

Artikel 8.

Het tweede lid zou correcter zijn indien het op de volgende wijze werd gesteld :

"De houder van een zwart-wit-televisietoestel die in de loop van de in artikel 7 bedoelde periode houder wordt van een kleurentelevisietoestel, moet het verschil tussen het voor een kleurentelevisietoestel verschuldigde kijkgeld en datgene wat voor een zwart-wit-televisietoestel verschuldigd is, bijbetalen naar evenredigheid van het aantal maanden dat nog moet lopen. Elke begonnen maand wordt als een volle maand aangerekend".

Artikel 9.

In de Franse tekst zou het duidelijkheidshalve beter zijn aan het eind van het artikel te schrijven "au service indiqué" in plaats van "à ce service".

.../...

Artikel 10.

Paragraaf 1.

Naar het voorbeeld van verscheidene bepalingen van andere wetten schrijft paragraaf 1 voor dat het kijk- en luistergeld door middel van welbepaalde betalingsformulieren dient te worden vereffend, welke formulieren in de onderhavige aangelegenheid door de Dienst Kijk- en Luistergeld worden opgesteld. Dit voorschrift is om redenen van praktische aard te rechtvaardigen, maar het behoeft geen betoog dat het in artikel 10, § 1, vervatte voorschrift volgens de beginselen van ons recht niet zou verhinderen dat een andere betaalwijze als schuldbevrijding zou gelden.

Paragraaf 2.

In de Nederlandse tekst behoort het woord "evenals" te worden vervangen door "alsook".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 12, eerste lid.

Paragrafen 3 tot 5.

Uit de economie van de bepalingen volgt dat de paragrafen 3 tot 5 de bedoeling van de stellers van het ontwerp juister tot uitdrukking zouden brengen als zij overeenkomstig de hiernavolgende tekst werden geredigeerd. De gemachtigde van de Minister is het met die tekst eens.

"§ 3. Indien het overeenkomstig paragraaf 2 aangevraagde betalingsformulier niet tegen de uiterste betaaldatum is ontvangen, dient degene die het kijk- en luistergeld verschuldigd is dit uiterlijk op die datum uit eigen beweging te betalen, met opgave van de in paragraaf 2 vermelde inlichtingen.

§ 4. De nieuwe houder van een televisietoestel die zich laat aansluiten bij een teledistributienet en die, binnen drie maanden na de datum van aansluiting geen verzoek tot betaling heeft ontvangen, dient zulks binnen vijftien dagen schriftelijk te melden aan de Dienst Kijk- en Luistergeld en een betalingsformulier te vragen, alsmede de in paragraaf 2 vermelde inlichtingen te verstrekken.

§ 5. Indien het overeenkomstig paragraaf 4 aangevraagde betalingsformulier niet binnen twee maanden na de aanvraag is ontvangen, dient degene die het kijk- en luistergeld verschuldigd is dit uit eigen beweging te betalen, met opgave van de in paragraaf 2 vermelde inlichtingen".

Artikel 12.

In het tweede lid moeten de woorden "ten laatste" worden vervangen door het woord "uiterlijk".

In het derde lid zou de draagwijdte van de opgelegde verplichting nader bepaald moeten worden door te schrijven "... moet binnen de daaropvolgende maand worden ingediend".

Artikel 13.

In het tweede lid zouden de woorden "huurtitel afgeleverd" vervangen moeten worden door de woorden "huurbewijs afgegeven". Deze opmerking geldt ook voor het derde lid.

.../...

In het derde lid zou het woord "titels" vervangen moeten worden door het woord "bewijzen".

In het vierde lid zouden de woorden "huurtitels afgeleverd" vervangen moeten worden door de woorden "huurbewijzen afgegeven". Deze opmerking geldt ook voor het vijfde lid.

Artikel 14.

In het derde lid zou het verkieslijk zijn om, zoals gebruikelijk is, te schrijven : "De Minister of de ambtenaar van de Regie van Telegrafie en Telefonie aan wie hij deze bevoegdheid heeft overgedragen, mag aan de houders die hun financiële moeilijkheden bewijzen door overlegging van een attest afgegeven ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 16.

In de Franse tekst zouden de woorden "en spécifiant" vervangen moeten worden door de woorden "en indiquant".

Het zou verkieslijk zijn om in de Franse tekst te schrijven "auprès du service indiqué" in plaats van "auprès de ce service".

.../...

Artikel 20.

De bepaling onder 1° luidt als volgt :

"Wordt tot bewijs van het tegendeel geacht in orde te zijn met de bepalingen van deze wet de houder van een autoradiotoestel of van een televisietoestel die op het verzoek van één van de in artikel 21 bedoelde personen één van de volgende documenten toont :

1° het deel B van de uitnodiging tot het betalen van het verschuldigde kijk- of luistergeld voor de lopende periode;".

Een nauwgezet onderzoek van die bepaling laat inzien dat de overlegging van deel B van de uitnodiging tot betalen niet het bewijs levert van de betaling van het luistergeld maar alleen van het feit dat aan de andere door de wet opgelegde verplichtingen voldaan is.

De commentaar op die bepaling in de memorie van toelichting kan evenwel verwarring doen ontstaan. Hij luidt immers als volgt :

"Omdat de financiële instellingen het deel B van de overschrijvingsformulieren niet meer afstempelen, zijn deze formulieren geen betaalbewijzen meer zoals bepaald in artikel 14 van de wet van 26 januari 1960. Reeds in 1977 en 1978 werden wetsontwerpen ingediend om deze toestand te regulariseren. Daarom voorziet artikel 20 van het ontwerp dat naast dit deel B, ook nog het rekeninguittreksel, een huurtitel, alsmede natuurlijk een vrijstellingstitel voortaan kunnen gelden tot bewijs dat de wettelijke voorschriften werden nageleefd".

.../...

Om mogelijke vergissingen te voorkomen, zou de memorie van toelichting derwijze aangepast moeten worden dat ze de echte strekking van artikel 20, 1°, van het ontwerp doet uitkomen.

+

Het artikel handelt niet over het geval bedoeld in artikel 5, namelijk dat van de personen die in het buitenland wonen. Om die vergetelheid ongedaan te maken behoort artikel 20 aangevuld te worden.

De Nederlandse tekst van 3° en 4° redigere men als volgt :

"3° een geldig huurbewijs;
"4° een geldig vrijstellingsbewijs, afgegeven door de Dienst Kijk- en Luistergeld".

Artikel 22.

Het derde lid luidt als volgt :

"De handelaars moeten op eenvoudig verzoek van deze personeelsleden al de boekhoudkundige documenten tonen die nuttig zijn voor het vaststellen van de verschuldigde kijk- en luistergelden".

.../...

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, heeft de bepaling een zeer ruime strekking. Zij wil het mogelijk maken de personen die gehouden zijn tot betaling van kijk- en luistergeld te identificeren, de datum vanaf welke zij daartoe gehouden zijn te bepalen en de verschuldigde bedragen te berekenen.

De tekst is onvolledig. Men schrijve : "... alle boekhoudkundige stukken overleggen die nuttig zijn voor het opsporen van de personen die kijk- en luistergeld moeten betalen en voor het berekenen van dat kijk- en luistergeld".

Artikel 24.

Ten gevolge van een verschrijving staat in de Franse tekst van het derde lid : "... connaissent les infractions ...". Er moet vanzelfsprekend worden gelezen : "... connaissent des infractions ...".

Artikel 26.

Hoewel het artikel in hoofdzaak artikel 17 van de wet van 26 januari 1960 overneemt en opnieuw voorziet in de mogelijkheid om de verschuldigde bedragen bij dwangbevel in te vorderen, behoort te worden opgemerkt dat noch de tekst noch de memorie van toelichting aangeeft of de Minister van plan is de invordering van de verschuldigde bedragen, zoals dat vaak het geval is, toe te vertrouwen aan de Administratie van de domeinen, dan wel of hij ambtenaren van een

.../...

ander bestuur wil aanwijzen. Wat betreft de aan de Staat of aan de staatsinstellingen verschuldigde bedragen die worden ingevorderd door de Administratie van de domeinen, dient erop gewezen te worden dat de domaniale wet van 22 december 1949 opgevat wordt als een wet die op dit gebied een volledige regeling opzet die de mogelijkheid impliceert om voor de rechtbank verzet te doen tegen het dwangbevel (1).

In de Nederlandse tekst van het eerste lid schrijve men "bij dwangbevel" in plaats van "per dwangbevel".

Artikel 27.

Overeenkomstig het gebruik, schrijve men, in de Franse tekst, aan het begin van het artikel : "§ 1er", en, aan het slot van paragraaf 3 : "aux paragraphes 1er et 2".

In paragraaf 3 behoort rekening gehouden te worden met het feit dat het koninklijk besluit van 17 december 1984, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 26 januari 1985, aan de directeur van de "Dienst Kijk- en Luistergeld" toegang verleent tot het rijksregister van de natuurlijke personen.

.../...

---

(1) Zie bijvoorbeeld Raad van State, afdeling administratie, 4 november 1959, De Brouwere, nr. 7379, en 25 november 1959, Vervloet, nr. 7432, Verzameling der arresten en adviezen van de Raad van State, 1959, blz. 748 en 809.

Paragraaf 3 moet derhalve als volgt gewijzigd worden :

"Indien de Dienst Kijk- en Luistergeld beschikt over de inlichtingen uit het rijksregister van de natuurlijke personen die hij nodig heeft voor het identificeren van de houders die in een bepaalde gemeente wonen, wordt het gemeentebestuur ontslagen van de verplichtingen bepaald in de paragrafen 1 en 2".

Paragraaf 5 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 5. De Regie der Posterijen moet de zendingen van de Dienst Kijk- en Luistergeld die zij aan de geadresseerden niet heeft kunnen bezorgen, terugsturen met vermelding van het nieuwe adres van de geadresseerden wanneer dat bekend is".

Het slot van paragraaf 6 zou als volgt gepreciseerd moeten worden : "... van de procureur-generaal bij het hof van beroep of van de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof ...".

Artikel 30.

Met de tekst onder 1° bedoelt het artikel een bijzondere datum te bepalen voor de opheffing van artikel 9 van de wet van 26 januari 1960. Dit is het artikel dat thans verschillende verplichtingen oplegt aan de handelaars.

.../...

Volgens de memorie van toelichting en naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, beoogt de bepaling de Koning te machtigen om het genoemde artikel 9 op te heffen, niet nadat de andere bepalingen van de wet van 26 januari 1960 zullen zijn opgeheven, maar integendeel, voordat die bepalingen zullen zijn opgeheven.

Het hoeft geen betoog dat het juridisch onmogelijk is de Koning te machtigen om een welomschreven bepaling op te heffen vooraleer de wet die hem de machtiging verleent in werking is getreden.

Wil de Regering het door haar beoogde doel bereiken, dan moet artikel 31 van het ontwerp worden aangevuld met de vermelding van artikel 30, 1°. Aldus aangevuld, zal artikel 31 van het ontwerp tot gevolg hebben dat de bepaling houdende opheffing van artikel 9 van de wet van 26 januari 1960 eveneens in werking treedt de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke de wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

/

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT,
de Heren :

L. FRANCOIS,
P. MARTENS,

Cl. DESCHAMPS,

P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. Cl. ROUSSEAUX, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Cl. ROUSSEAUX, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Ch. HUBERLANT.